

Service risques et installations classées (SRIC)
12/14, rue des Archives
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 21 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCUC CHAUFFERIE ECHAT OUEST
14 RUE THOMAS EDISON / RUE ESQUIROL
94000 Créteil

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/AH/N° 147GR
Code AIOT : 0006506495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2024 dans l'établissement SCUC CHAUFFERIE ECHAT OUEST implanté au 14, rue Thomas Edison / rue Esquirol à Créteil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCUC CHAUFFERIE ECHAT OUEST
- 14 RUE THOMAS EDISON RUE ESQUIROL 94000 Créteil
- Code AIOT : 0006506495
- Régime : Enregistrement

La société SCUC – Chaufferie ÉCHAT OUEST (100 % filiale de DALKIA) se compose d'une unité de combustion et d'une unité de cogénération.

La chaufferie assure l'alimentation en eau chaude et chauffage urbain de la ville de Créteil. Un passage journalier par un technicien SCUC, qui relève physiquement les données d'exploitation, reportées sur le livret de conduite de la chaufferie, est effectué du lundi au vendredi dans les locaux (hors congés et jours fériés). Un intérim est assuré lors de ses congés.

La puissance thermique de l'ensemble de la chaufferie est de 24,6 MW et se décompose en 2 chaudières de la façon suivante :

- Chaudière n°1 de marque RIELLO : 7,6 MW, fonctionnant au gaz naturel et au FOD (en secours ou en écrêtage de gaz), datant de 2009 ;
- Chaudière n°2 de marque GUILLLOT : 6 MW, fonctionnant au gaz naturel et au FOD, datant de 2015.

De plus, l'installation compte une unité de cogénération de 11 MW composée de 2 moteurs, de 5,5 MW unitaire, formés chacun de deux groupes électrogènes en tandem, alimentés en gaz, datant de 1997.

Enfin, 2 cuves de 150 m³, chacune, enterrées double enveloppe et équipée d'un détecteur de fuite, sont présentes. Une contient du FOD et l'autre a été neutralisée.

Le site est classé selon les rubriques suivantes :

Rubriques de la nomenclature	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
2910-A-1 [E]	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 et 2971. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, [...] à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance nominale est : Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW.	24,6 MW : 2 chaudières mixte (gaz naturel et FOD) de : <ul style="list-style-type: none"> • 7,6 MW • 6 MW 2 moteurs de cogénération de 5,5 MW chacun (gaz)
4734-1-c [DC]	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Cuve enterrée de 150 m ³ de FOD soit 120 t

Les activités de l'établissement sont réglementées par les arrêtés suivants :

- l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 modifié, relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP) ;
- l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n°98/2155 du 22 juin 1998 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°20077/3892 du 5 octobre 2007.

L'unité de cogénération doit être mise à l'arrêt définitif à partir du 1^{er} avril 2024.

Dès que l'exploitant aura informé la préfecture des modifications de l'installation et du retrait de l'unité de cogénération, conformément au code de l'environnement, l'installation deviendra classable à déclaration.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
Conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 47	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
Assurance qualité mesure en continu	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
Modification de l'installation	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-23	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	Sans objet
Foudre	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25	Sans objet
Conditions de respect des VLE - mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 81	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ainsi, lors de l'inspection du 14 mars 2024, qui consistait à vérifier la conformité de l'installation, vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 et du code de l'environnement, neuf non-conformités ont été relevées :

- **Non-conformité n°1** : l'exploitant n'a pas justifié la conformité de l'installation à l'arrêté ministériel sus-visé (article 3 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).
- **Non-conformité n°2** : le plan de localisation des risques ne présente pas toutes les zones susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (article 15 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).
- **Non-conformité n°3** : l'installation ne dispose pas de clôture ou de mur entourant l'établissement (article 30 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).
- **Non-conformité n°4** : l'exploitant ne dispose pas de modes opératoires écrits (article 33 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).
- **Non-conformité n°5** : l'analyse des rejets aqueux ne prends pas en compte l'ensemble des

- paramètres définis dans l'article (article 47 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).
- **Non-conformité n°6** : l'exploitant ne dispose pas de retour de ces équipements de contrôle en continu (article 78 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).
- **Non-conformité n°7** : l'exploitant n'a pas réalisé de QAL 2, QAL 3 et de AST depuis 2018 (article 83 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).
- **Non-conformité n°8** : l'exploitant n'a pas transmis le rapport d'efficacité énergétique de son installation (article 86 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).
- **Non-conformité n°9** : l'exploitant n'a pas tenu informé la préfecture des modifications de l'installation (article R. 512-46-23 du code de l'environnement).

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : Conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas justifié la conformité de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel sus-visé, comme demander dans le rapport d'inspection du 26/04/2021.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de la conformité de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel sus-visé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

Point de contrôle n° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de localisation des risques. Cependant, ce plan ne fait pas apparaître les pictogrammes de dangers dûs aux risques d'explosions des canalisations de gaz.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit faire paraître tous les pictogrammes de dangers sur le plan de localisation des risques.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

Point de contrôle n° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : 1. D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; 2. De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15 ; [...] 4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie réalisé par la société SICLI le 20/06/2023. Ce rapport concerne tous les moyens de lutte contre l'incendie des installations SCUC.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour faciliter la lecture du rapport de vérification, il conviendrait d'établir un rapport par site ou d'au moins lister les équipements contrôlés par installation.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 4 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport foudre du 11/09/2023 réalisé par le BUREAU VERITAS. Ce rapport n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33
Prescription contrôlée : Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces

<p>consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; - la fréquence de contrôle de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ; - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de consignes écrites, tenues à jour et affichées dans l'installation pour l'ensemble des opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des consignes écrites pour l'ensemble des opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

Point de contrôle n° 6 : Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 47	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article 36, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. [...]</p>	
1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO ₅)	
Matières en suspension (code SANDRE : 1305)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
DCO (sur effluent non décanté) (code SANDRE : 1314)	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l
2 - Azote et phosphore	
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé (code SANDRE : 1551)	
flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j	30 mg/l en concentration moyenne mensuelle
flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j	15 mg/l en concentration moyenne mensuelle
flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j	10 mg/l en concentration moyenne mensuelle

Phosphore (phosphore total) (code SANDRE : 1350)			
flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j			10 mg/l en concentration moyenne mensuelle
flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j			2 mg/l en concentration moyenne mensuelle
flux journalier maximal supérieur à 80 kg/j			1 mg/l en concentration moyenne mensuelle
3 - Substances spécifiques du secteur d'activité			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	/	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j
Hydrocarbures totaux	/	7009	10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-93-1	1382	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	7440-47-3	1389	50µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	50µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	50µg/l si le rejet dépasse 2 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	744066-6	1383	0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.			
4 - Autres paramètres globaux			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Ion fluorure (en F ⁻)	16984-48-8	7073	15 mg/l
Sulfates	14808-79-8	1338	2000 mg/l
Sulfites	14265-45-3	1086	20 mg/l
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2 mg/l
5 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau			
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite
Substances de l'état chimique			
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	0,05 mg/l
Mercure et ses composés	7439-97-6	1387	0,02 mg/l
Autres substances de l'état chimique			
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	117-81-7	6616	50 µg/l
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l
Quinoxylène	124495-18-7	2028	25 µg/l
Dioxines et composés apparentés aux dioxines* dont certains PCDD et PCB-DF	/	7707	25 µg/l

Aclonifène	74070-46-5	1688	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l
Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l
Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l
Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/l
Hexabromocyclododécane (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l
Polluants spécifiques de l'état écologique			
Arsenic et ses composés	7440-38-2	1369	25 µg/l
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	/	/	- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l
Constats : Des analyses ont été réalisées sur des rejets aqueux par BUREAU VERITAS le 11/12/2023. Aucun des paramètres ne dépasse les valeurs limites. Cependant, tous les paramètres définis dans l'article ci-dessus n'ont pas été analysés.			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les prochaines analyses des rejets aqueux devront prendre en compte l'ensemble des paramètres définis dans l'article 47 de l'arrêté ministériel sus-visé.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 6 mois			

Point de contrôle n° 7 : Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 78
Prescription contrôlée : Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW la concentration en SO ₂ , en NO _x , en poussières et en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a informé de l'impossibilité de réaliser des mesures en continu de son installation. Cela serait dû à la coupure de câbles réseau survenue lors des travaux du Grand Paris. Cependant, cette non-conformité avait déjà été relevée lors de l'inspection de 2021.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit réparer son réseau au plus vite, afin de mesurer en continu les rejets atmosphériques de son installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Point de contrôle n° 8 : Conditions de respect des VLE - mesure périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 81
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission à la section 3 du chapitre V du présent arrêté sont considérées comme respectées lors des mesures périodiques si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a communiqué le dernier rapport d'analyses des rejets atmosphériques réalisé par le BUREAU VERITAS le 19/12/2023. Ce rapport n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 9 : Assurance qualité mesure en continu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83
Prescription contrôlée : Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de QAL 2, QAL 3 et d'AST depuis 2018 dû au problème de son réseau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser l'ensemble des procédures d'assurance qualité et la vérification annuelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

Point de contrôle n° 10 : Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86
Prescription contrôlée : L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la

disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO2).

[...]

Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation ou de l'enregistrement, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a montré un rapport de l'efficacité énergétique réalisé par l'APAVE en avril 2022.

Il a été demandé à l'exploitant de transmettre ce rapport. Or, à ce jour, il n'a pas été transmis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le rapport d'efficacité énergétique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

Point de contrôle n° 11 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30

Prescription contrôlée :

Les opérations d'exploitation se font sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Une clôture ou un mur d'une hauteur minimale de 2 mètres entoure l'installation ou l'établissement.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été observé l'absence de clôture ou mur entourant l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place une clôture ou un mur entourant l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

Point de contrôle n° 12 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R. 512-46-23
Prescription contrôlée : [...] Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement. Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que la mise à l'arrêt définitif des moteurs de cogénération, est programmée pour le 1 ^{er} avril 2024. Cependant, la préfecture n'a pas été informée de cette modification de l'installation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit informer la préfecture des modifications de l'installation avant leur réalisation..
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours